

L'ÉQUITÉ COMPTE

Rapport préliminaire de l'enquête commandé par l'Institut de recherche IE à l'université d'Exeter

Présentation de la chercheuse principale Dr Elizabeth Wood

RÉSUMÉ (Rapport préliminaire complet attaché électroniquement)

Introduction et conception de recherche

Le but de ce projet est de saisir la nature et l'importance des politiques d'équité des syndicats dans la réalisation de l'éducation de qualité pour tous dans les systèmes d'éducation publiques. La recherche a été entreprise en 2010 par Dr Elizabeth Wood, Professeur d'Éducation, Dr Keith Postlethwaite, Professeur Agrégé d'Éducation, Dr Martin Levinson, Maître de Conférences, et Alison Black, Assistante de Recherche.

Buts:

1. Comment les syndicats d'éducation conceptualisent-ils l'équité dans l'éducation?
2. Comment ces concepts sont-ils réalisés et témoignés dans les politiques et les pratiques des syndicats?
3. Quels sont les questions pour les enseignants concernant les concepts de l'équité?
4. Comment Internationale d'Éducation peut-elle contribuer aux discussions à propos de l'équité au niveau international dans une façon avantageuse pour les membres?

Conception de recherche:

1. Revue de littérature pour identifier des concepts, tendances et questions clés dans la recherche, y comprenant des études empiriques et théoriques, et des rapports des organisations internationales (comme UNESCO, OECD).
2. Sondage "Lime Survey" dans plusieurs pays (versions en ligne et Word) pour collationner les données quantitatives et qualitatives.
3. Six études de cas pays-spécifiques, utilisant des questions générales et questions spécifiques à chaque pays dérivées du sondage.
4. Analyse et synthèse – les tendances et les développements, et les défis dans l'avenir pour l'IE, et les implications et les recommandations pour les syndicats d'enseignants (les politiques et la pratique).

Problèmes identifiés dans la revue de littérature internationale:

Nous avons utilisé les concepts de l'équité horizontale et vertical (Brown 2006) pour comprendre comment les politiques d'équité sont définies et réalisées au niveau de pays, et même dans les aspirations des politiques internationales.

- Horizontale: Le traitement égal de ceux qui sont égales. Ce principe est le point de départ et la condition requise qu'on puisse utiliser en réalisant l'équité. C'est un moyen d'arriver à ses fins, pas seulement le résultat.

- Verticale : Le traitement inégal mais équitable de ceux qui ne sont pas égaux. Cette stratégie a été conçue avec le but de réduire l'inégalité.

Nous avons aussi utilisé la théorie de Milner (2010) que l'écart de performance perçu à travers des différents groupes d'enfants est le résultat d'une matrice d'écarts, lesquelles soulèvent des questions d'équité pour les professeurs et les enfants. Ces "écarts" se croisent et peuvent améliorer ou même réduire la performance dans l'éducation et les trajectoires de leurs vies.

Analyse et constatations:

Le sondage a été envoyé à tous les syndicats affiliés par l'IE en anglais, français et espagnol, avec 31 réponses. Suivant à ces réponses nous avons entrepris 6 études de cas au Canada, Nouvelle Zélande, Irlande, Pologne et Zambie.

Politiques, concepts et objectifs des syndicats concernant l'équité

Nous avons reçu quelques réponses qui n'étaient pas entièrement complétées, avec le résultat qu'il y ait d'information manquante ou pas présente. Par conséquent, les résultats sont limités à l'égard de fiabilité. Néanmoins, la valeur indicative et instructive reste pertinente.

Cinq syndicats n'avaient aucune politique d'équité énoncée. Concernant les autres, quelques syndicats avaient des politiques étendues y comprenant des principes générales d'équité horizontale. Il y en avait aussi des syndicats ayant des politiques plus détaillées et concentrées sur des domaines plus pertinents aux enseignants et aux enfants, et même qui s'occupaient de l'équité verticale.

Les objectifs dans les politiques des syndicats pour les *enseignants* comprenaient l'équité en ce qui concerne les débouchés de carrière, les conditions de service et les salaires. Pour les *enfants* c'était l'équité concernant l'accès à l'enseignement, les chances à réussir, et la disponibilité des ressources. On cherchait l'équité dans des catégories variées, par exemple le genre, l'orientation sexuelle, la sexualité, les personnes LGBT, la race, la religion, l'ethnicité, la situation de famille, la couleur de peau, les croyances morales ou religieuses, handicap, l'âge, les opinions politiques, catégorie sociale, le revenu, langue maternelle. Cependant, les syndicats n'ont pas tous mentionné toutes ces catégories dans leurs politiques. Les objectifs qui souvent manquaient étaient « l'équité pour les étudiants ayant des incapacités physiques » et « l'équité pour les étudiants ayant des difficultés d'apprentissage ». En plus, il y a des unions qui s'alignent avec les objectifs des politiques internationales, comme la Convention de l'UN pour les Personnes Handicapées et l'Éducation Pour Tous. Néanmoins, il y existe des tensions entre les objectifs concernant l'équité horizontale et verticale.

Les avis des syndicats étaient que les objectifs similaires soient présents dans la politique gouvernementale. Pourtant, ils ont exprimé leur conception que ces politiques gouvernementales ne soient pas encore établies (ex. plus que 50% des répondants croyaient que leurs gouvernements n'avaient pas déjà mis en œuvre leurs politiques concernant l'équité dans la distribution de ressources ou l'équité par catégorie sociale). Comme on pouvait s'y attendre, les syndicats s'entretiennent avec les gouvernements sur ces questions, et on a trouvé des mécanismes intéressants pour ces dialogues. Les syndicats ont indiqué qu'ils ont fait des avancements, mais lentement.

Les syndicats percevaient souvent des questions d'équité dans une manière plus complexe et plus ciblée que les catégories générales comme "garçons" et "filles". Par exemple, c'était des groupes spécifiques des garçons et des filles (plutôt que les garçons et les filles en générale) qui souffraient les plus grandes iniquités en matière de leur performance scolaire, et l'impact des résultats relativement plus faibles à long terme.

Quelques syndicats ont critiqué l'avis qu'ils devraient faire la liste de leurs trois priorités principales concernant l'équité, car ils croyaient que ce n'était pas pertinent d'accorder la priorité de certains aspects de l'équité par-dessus des autres. Des autres syndicats croyaient que leurs priorités étaient soumises aux changements de contexte, comme par exemple un changement de gouvernement ou la crise économique.

Comme prévu, les syndicats dans les pays différents ont identifié des problèmes variés en discutant leurs objectifs d'équité qui ont trait à leurs circonstances culturels et économiques, même leurs histoires éducatives. Par exemple, dans une période de crise économique en Irlande, on a exprimé des inquiétudes selon l'équité et la sécurité d'emploi. Cependant, c'était une question clé que les garçons et les filles et des autres minorités ou des groupes désavantagés dans la société auraient besoin de traitement différent par la provision des programmes spécifiques, des enseignants spécialistes ou le financement consacré. Ces mesures indiquent une attitude favorable aux objectifs d'équité verticale.

Tant que quelques unions n'ont identifié aucune obstacle concernant la réalisation de l'équité, des autres ont identifié de nombreux obstacles comme le financement, la distribution de ressources, nombre d'enseignants et aussi des questions culturelles. Aussi que les sommes d'aide financière et la disponibilité des autres ressources, les syndicats aient des inquiétudes concernant le détournement de fonds et de ressources. Les syndicats ont remarqué que ceux qui soient particulièrement touchés par ces obstacles sont souvent les enfants avec des difficultés d'apprentissage scolaire, ceux qui viennent d'un milieu socio-économique plus défavorisé et les minorités culturels.

Des éléments pays-spécifiques concernant l'équité

Les études de cas dans six pays ont tous indiqué que tant que les objectifs des syndicats soient concentrés sur l'équité dans l'éducation, leur renvoi de politique étend aux domaines différents comme la santé, les services sociaux et le logement. Il y existe des objectifs dans la politique d'équité dans l'éducation qui exigent des solutions nombreuses, affirmé par Milner (2010) qui posait la théorie qu'on devrait aborder les objectifs d'équité pour les enfants à travers une matrice d'écarts.

La diversité est un terme générique. Il y a des diversités dans les groupes minoritaires diverses (tel que les communautés indigènes, les Roms et les communautés de gens de voyage, et parmi les enfants ayant des difficultés d'apprentissage et les handicapés).

On devrait donner plus d'attention à ces diversités en ce qui concerne la langue, les pratiques culturelles, et les méthodes d'élever les enfants dans des communautés différents. Les enseignants ont besoin de plus de connaissance de ces questions culturelles pour mieux s'adapter à ces questions d'équité.

Il faut mettre en œuvre des projets et des interventions soutenables sur le plan de financement et d'impact. Sinon, les politiques d'équité sont plus fragmentaires qu'holistiques.

Implications pour les objectifs et les politiques de l'Internationale d'Éducation

Les leviers internationaux pour l'amélioration de l'accès et la qualité sont limités dans leur impact sans qu'on fasse attention à l'équité pour les professeurs et les enfants.

Les domaines d'iniquité sont courants à travers les pays (le genre, le revenu et catégorie sociale, l'ethnicité, les difficultés d'apprentissage et le handicap, etc.) Des inégalités et des injustices sociales se sont intensifiées dans ces domaines (ex. si on est pauvre, femme et dans une location rurale). Il faut appliquer beaucoup de solutions en abordant un seul aspect d'iniquité (ex. la catégorie sociale). Cet écart d'équité est le résultat d'une matrice d'autres écarts, qui ont besoin des solutions des départements gouvernementales comme la santé, les services sociaux et le logement.

Tant que l'équité horizontale est une valeur intrinsèque dans les politiques et les objectifs des syndicats, on a aussi besoin de l'équité verticale pour prendre à bras-le-corps ces problèmes des cycles de désavantage, surtout pour les groupes les plus défavorisés dans la société (les groupes minoritaires ou marginalisés, les groupes indigènes).

On ne peut pas réaliser l'équité horizontale comme résultat à cause des contextes nationaux et globaux variables, mais c'est un moyen d'arriver aux objectifs d'équité.

Il faut consacrer plus de ressources mais aussi des ressources mieux ciblées pour atteindre l'équité verticale. Cependant, c'est une aspiration plus ambitieuse dans les conditions économiques actuelles, et les tendances dans l'éducation vers la privatisation ou les associations publique-privées. Il y a un risque que les méthodes fragmentaires plutôt qu'holistiques soient renforcées.

Des politiques d'équité forts influencent la qualité générale de la provision d'enseignement et les résultats grâce aux variables de structure et de procès. Ces variables y comprennent l'accès et l'accessibilité, les chances dans le curriculum, la différenciation pédagogique, les matériels et les ressources ; la formation de qualité pour les enseignants et les résultats pour les enfants. Dans ces pays dans lesquels ces conditions sont fournies, c'est plus possible de réaliser l'équité horizontale et verticale et aussi plus possible d'encourager des cycles d'avantage positifs.

L'alignement des objectifs d'équité horizontale et verticale et la gestion de ressources peut influencer la qualité de l'éducation. Toutefois, dans certaines circonstances l'équité et la qualité peuvent être compromis. Ce n'est pas toujours possible de mettre en application tous les politiques et les objectifs des syndicats à cause des autres facteurs comme le financement, les priorités en concurrence, et les leviers de politique nationales et internationales.

Défis continuels

Les tendances globales pourraient créer des menaces à la réalisation de l'équité et la qualité grâce à la « crise économique ». La réduction des ressources disponibles, la privatisation, et le démantèlement de la réussite et le progrès des syndicats concernant les conditions de service pour les enseignants et dans la qualité de la provision pour des groupes spécifiques d'enfants.

Comment les syndicats vont-ils répondre à ces tendances globales ? L'évidence suggère qu'il y ait des unions qui défendent les politiques actuelles sur la rémunération et les conditions de service pour les enseignants, plutôt que s'occuper de réaliser des améliorations supplémentaires.

Comment les syndicats (avec le soutien de l'Internationale d'Éducation) peuvent-ils balancer les échanges et les compromis des objectifs d'équité ? Quelques syndicats veulent mieux utiliser les données comparatives internationales.

L'évidence indique que les groupes les plus défavorisés et marginalisés sont aussi le plus vulnérable aux coupes budgétaires. Comment les syndicats peuvent-ils influencer l'équité pour ces groupes ?